



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 7 décembre 2009

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

» Sommaire

Copenhague

La voix de l'Afrique

3 questions à

Jean-Pierre Cantegrit

Côte-d'Ivoire

Élections en mars 2010 ?

Guinée

Une solitude dangereuse

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

Grands Lacs

LA POUDRIERE DU KIVU

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersde.lafricaine.fr

FRANCE-RWANDA

Les retrouvailles ?

L'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, rompues depuis 2006, marque un tournant important qui va permettre à la France de faire entendre davantage sa voix dans la région complexe des Grands Lacs.

Depuis 2007, Paris a multiplié les gestes d'apaisement, contacts en coulisses ou au sommet de l'état, déplacements répétés de Bernard Kouchner jusqu'à la visite de Claude Guéant fin novembre pour sceller le pacte de réconciliation. Dernier point de satisfaction pour Kigali : le refus de Paris d'accorder l'asile politique à Agathe Habyarimana.

Derrière la façade diplomatique, le désaccord de fond demeure intact : il porte sur le rôle joué par la France au Rwanda autour du génocide de 1994, et l'enquête du juge anti-terroriste Jean-Louis Bruguière visant les proches du Président Paul Kagamé. Cependant, le ton a changé et les deux capitales préfèrent insister aujourd'hui sur les progrès réalisés que sur les sujets de discorde.

Ces « retrouvailles » devraient permettre à Paris de renforcer sa présence dans une région stratégique, en proie aux conflits, très riche en matières premières et où Washington et Pékin sont devenus aujourd'hui des acteurs incontournables.

E
D
I
T
O

Copenhague : et après ?

Grandes manoeuvres de la France en direction des pays forestiers du sud ces dernières semaines, en vue de la conférence de Copenhague sur le changement climatique du 9 au 18 décembre. Entretien Sarkozy-Lula en Amazonie, offre de concertation adressée par le président français aux chefs d'états d'Afrique centrale, après une longue tournée du Ministre Borloo.

Devant l'impossibilité d'arriver à conclure à Copenhague un traité qui remplacerait en mieux le protocole de Kyoto, l'objectif est de favoriser un accord politique et annoncer de grands objectifs à long terme.

L'accord sur ces orientations devrait s'accompagner, dans l'esprit des dirigeants de pays en développement, d'une forte augmentation de l'aide publique au développement en provenance des pays industrialisés. C'est sur cette ligne que les délégations française et africaine, peuvent avancer ensemble.

Mais rien n'assure qu'après le 18 décembre, les 192 délégations, en rentrant dans leur pays, y trouvent la volonté réelle et surtout les moyens d'agir pour une autre forme de croissance au Nord comme au Sud.

A l'évocation de cette perspective, une question vient aux lèvres : et si la capitale du Royaume de Danemark n'était qu'un théâtre d'ombres ?

TOGO

Tension diplomatique avec Paris

Le gouvernement togolais a expulsé le 4 décembre un diplomate français qui avait rencontré très souvent Kofi Yamgnane, candidat aux

élections présidentielles de février 2010. La France a par mesure de réciprocité, expulsé le 8 décembre, un diplomate togolais en poste à Paris.

COPENHAGUE : La voix de l'Afrique

192 délégations nationales sont réunies du 9 au 18 décembre dans une conférence à Copenhague. L'Afrique prend toute sa part aux négociations. Les succès ou les échecs de ce sommet auront une portée politique dépassant les considérations techniques.

Les Africains sont arrivés avec des vues à faire valoir et des demandes qu'ils se sont efforcés de formuler ensemble ou dans des termes semblables, même s'ils se trouvent dans des situations d'environnement et de développement différentes. Ils se sont rapprochés des autres pays en voie de développement, et aussi des pays émergents, et contribuent activement au dialogue avec le nord.

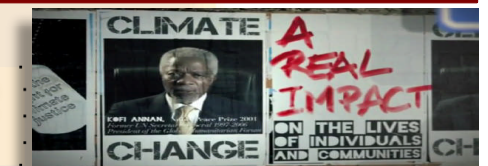
En réalité, tous les états ont un double souci : ils s'efforcent d'une part, de trouver un accord manifestant un progrès significatif pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et d'autre part de ne

pas compromettre leur activité économique, et leur capacité qui s'y rattache, en matière d'emplois et de salaires.

Les pays africains dont le développement industriel est encore à venir, demandent à être aidés par les pays développés. Il s'agit

« Les Africains sont arrivés avec des vues à faire valoir »

d'aides techniques et financières, pour réaliser chez eux des équipements industriels moins ou non polluants, ou pour développer des énergies propres,



notamment hydrauliques, éoliennes et solaires.

Certains pays forestiers attendent aussi beaucoup de la mise en œuvre des mécanismes du protocole de Kyoto de 2002, qui leur permettent, conservant et gérant bien leurs forêts, de vendre aux industriels du monde entier des droits à investir dans les activités émettrices de gaz carbonique. Cela étant, ils savent bien que ce mécanisme a des limites, liées non seulement à la capacité du stockage de carbone de leurs forêts mais aussi à la nécessité d'obtenir que les pays .../...

(suite page 2)

COPENHAGUE : La voix de l'Afrique (suite)

.../...industrialisés réduisent leurs émissions par des « mesures domestiques », c'est-à-dire sans recours au marché du carbone.

L'initiative du sud

C'est d'ailleurs l'une des significations du projet que les Africains, avec tous les pays du sud y compris les grands pays émergents, viennent de mettre au point comme base de négociation entre le sud et le nord. Ce projet réaffirme pour les pays du sud, la priorité du développement de l'économie et de la lutte contre la pauvreté tout en acceptant le principe d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre sur leurs territoires. Il prévoit des tolérances particulières pour les pays les plus pauvres et insiste sur la nécessité de créer un

Fond mondial, destiné à financer les mesures à prendre. Ainsi, les Africains ont réussi à se mettre d'accord sur une approche commune face aux pays du nord, en s'appuyant sur ce qui les rapproche, de Pretoria à Rabat en passant par Libreville.

Une seule voix

Ils ont également accepté de s'allier avec tous les pays du sud, et aussi, malgré les différences de situations, avec les pays émergents et notamment le Brésil, l'Inde et la Chine. On doit noter à ce sujet, que Pékin a su en la circonstance, prendre l'initiative des rapprochements et y jouer un rôle majeur.

Une signification politique

Finalement, à travers les débats sur les changements climatiques et sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que sur les mesures financières à adopter pour égaliser les chances des uns et des autres en matière de développement, l'Afrique prend toute sa place aux côtés des autres pays du sud.

« La conférence de Copenhague revêt de plus en plus une signification politique majeure »

Cependant, les relations privilégiées, que beaucoup de pays qui la composent entretiennent avec l'Europe, lui ouvrent la possibilité de contribuer de manière particulièrement positive au dialogue nord - sud et à la



recherche d'accords qui soient mutuellement bénéfiques. Les péripéties et mouvements d'humeur, qui marquent la dernière phase de la conférence, montrent à quel point c'est difficile.

Si importants que soient les enjeux techniques et économiques, la conférence de Copenhague revêt de plus en plus une signification politique majeure. Elle marquera durablement l'esprit des relations internationales. C'est dire à quel point il importe qu'elle soit d'abord la conférence de la solidarité, de la confiance et de la vérité. Puissent les Grands de ce monde en donner l'exemple.

3 questions à



Jean-Pierre Cantegrit



Le sénateur Jean Pierre Cantegrit représente les Français à l'étranger. Il préside le groupe d'amitié France - Afrique Centrale. Il est aussi Président de la Caisse des Français à l'Etranger.

La lettre de l'Afrique:

Quelle est la mission du groupe d'amitié France-Afrique Centrale au Sénat ?

J-P Cantegrit:

Créé en 1980 par Jacques Pelletier, qui fut notre ministre de la coopération, et auquel j'ai succédé en 1988, il œuvre au rapprochement entre le parlement Français et ceux des dix pays constituant l'Afrique Centrale. Plus largement, à travers la diplomatie parlementaire, dont le Président du Sénat souligne régulièrement l'importance, il participe à l'action diplomatique générale de la France et apporte son soutien à la coopération franco africaine dans tous les domaines. Dans ce contexte, il veille sur les communautés françaises installées en Afrique centrale.

LLA: Quelle est la place des communautés françaises en Afrique Centrale ?

J-P Cantegrit :

26.600 Français vivent actuellement en Afrique Centrale, où ils sont bien accueillis. Les plus nombreux se trouvent au Gabon (10.402), au Cameroun (5.567), au Congo (3.910) et en République Démocratique du Congo (2.090). Mais leur présence est aussi très significative dans les autres pays de la zone : Tchad (1282), Centrafrique (1.215), Guinée Equatoriale (418), Burundi (375), Ouganda (231), Rwanda (124). Ils participent efficacement au développement de ces pays, et aux échanges de toute nature que nous avons avec eux.

LLA: Quelle place tient l'Afrique Centrale dans la politique étrangère de la France ?

J-P Cantegrit :

Nos relations sont aussi diversifiées et aussi fortes qu'elles sont anciennes. Notre importante coopération économique, notamment dans les domaines du pétrole, des mines et des bois, ainsi que des transports, de l'eau, de l'électricité et des télécommunications, justifie un engagement politique soutenu de notre part. La place stratégique de l'Afrique Centrale dans la francophonie milite dans le même sens. Je me réjouis de l'intérêt manifesté aujourd'hui par le Président Nicolas Sarkozy, pour le rôle de dimension internationale que l'Afrique Centrale est appelée à jouer, avec ses forêts et ses potentialités naturelles, dans le combat pour l'environnement. J'y vois un gage d'avenir pour l'action de notre politique étrangère en direction de l'Afrique Centrale.

CÔTE D'IVOIRE

Élections en mars 2010 ?

C'est la sixième fois, depuis la fin du mandat de Laurent Gbagbo en 2005, que les élections présidentielles, prévues le 29 novembre dernier, sont repoussées. La raison, selon le Cadre Permanent de Concertation (CPC) : « des contraintes d'ordre technique et financier ainsi que des tâches importantes restant à réaliser ».



Les élections Présidentielles et législatives en Côte d'Ivoire sont maintenant attendues en mars 2010. La Commission électorale indépendante assure que cette fois ci, enfin, tout sera prêt. Aux Nations Unies et dans les capitales d'Afrique de l'Ouest, comme en Europe et en Amérique, on table sur le mois de mars. Les candidats se préparent pour cette date.

La prime au sortant

Certes, le pouvoir central à Abidjan ne contrôle toujours pas totalement le nord du pays ; certes, les anciens chefs de guerre de Forces nouvelles y conservent des hommes, des armes et des ressources financières. Mais le Président Gbagbo, conforté par des sondages favorables, pourrait juger cette fois qu'il peut aller à l'élection. Le Président Gbagbo assoit d'abord sa campagne sur le fait qu'il a réussi à maintenir la Côte d'Ivoire en

situation de croissance malgré la partition du pays. L'habileté politique dont il a fait preuve, les nombreux services rendus aux personnes, et l'image de paix qu'il s'est donnée, servent sa candidature.

La stratégie de l'opposition

Malgré cette « prime au sortant », les deux principaux candidats de l'opposition s'estiment en mesure de faire un bon score au premier tour, Konan Bedié en s'appuyant

Ouattara en s'appuyant d'abord sur le Nord. Ils annoncent, pour le deuxième tour, des reports qui devraient permettre à celui des deux qui resterait en lice, de faire face avec des forces importantes.

La pression internationale

Si intéressés à cette élection que soient les voisins africains, à commencer par le Burkina Faso, si attentifs que soient les principaux partenaires étrangers de la Côte d'Ivoire, de Washington à Pékin, en passant par Paris, chacun sait, et c'est le sentiment qui domine aux Nations Unies, que toute tentative extérieure d'influencer les électeurs serait malvenue et contre productive.

Pour l'Afrique de l'Ouest, en tout cas, le prochain retour de la Côte d'Ivoire à l'unité opérationnelle et par-là même à son rôle d'accélérateur du développement régional, devrait constituer le fait majeur de l'année qui vient.

« Conforté par des sondages favorables, Laurent Gbagbo pourrait juger cette fois qu'il peut aller à l'élection. »

sur le PDCI, l'ancien parti d'Houphouët Boigny, encore bien organisé, Alassane



Dadis Camara

Guinée

Une solitude dangereuse

Le pouvoir flotte. L'opposition cherche à en tirer avantage. La communauté internationale dénonce plus qu'elle ne construit. Seul le facilitateur, Blaise Compaore, semble pouvoir contribuer au progrès.

Gravement blessé par balle à la tête, dans l'attentat du 3 décembre, le capitaine Dadis Camara est soigné au Maroc. Le général Konate a pris, par intérim, la direction de la Junte, et s'efforce de ramener la discipline dans les rangs des militaires. Le pouvoir flotte. L'opposition tente d'en tirer avantage. Elle cherche des appuis extérieurs, en Afrique, en Europe et aux États-Unis.

La France accusée

C'est dans ce contexte que le porte parole de la Junte, le ministre Idrissa Cherif, a déclaré le 8 décembre à la presse, que l'attentat du 3 décembre, contre Dadis Camara, avait été

téloguidé de l'extérieur, probablement par la France, accusée de vouloir favoriser l'opposition. Le lendemain, le ministre guinéen des affaires étrangères a démenti ces propos. Mais les relations entre Paris et la Junte restent négatives. Le même climat de défaveur entoure les militaires au pouvoir, de quelque côté qu'ils se tournent, de la CEDEAO à l'Union Africaine, de Washington à l'Union Européenne.

Risque de durcissement

Dans ce contexte, les Chefs de la Junte, après Dadis Camara et

comme lui, ne risquent-ils pas de penser qu'ils n'ont pas d'autre choix que de se maintenir coûte que coûte ? La menace d'une éventuelle inculpation du Tribunal Pénal international, qui a déjà annoncé qu'il ouvrirait une enquête préliminaire sur le massacre du 28 septembre, n'arrange rien à cet égard.

« La menace d'une éventuelle inculpation du TPI »

Un immense gâchis

Depuis la mort du Président Lansana Conté, la situation de la Guinée est une occasion manquée qui se transforme en un immense et tragique gâchis. Ce n'est pas seulement parce

que la Junte a pris le pouvoir et a dès le printemps manifesté l'intention de le garder. C'est sans doute aussi parce que la communauté internationale n'a pas choisi les bonnes méthodes de dialogue. La CEDEAO vient, en tous cas, d'essayer un refus à sa proposition d'envoi d'une force africaine.

La médiation burkinabe

Le Président Compaoré est probablement seul aujourd'hui à pouvoir favoriser une solution politique, susceptible d'ouvrir enfin la Guinée, dans la paix, au progrès économique et social auquel son peuple aspire depuis si longtemps.

Trois femmes puissantes

Marie Ndiaye, Gallimard, 2009

Le récit juxtaposé de trois destins, celui de Norah, de Fanta et de Khady. Avec ce nouveau roman d'une infinie justesse qui vient d'obtenir le prix Goncourt 2009, l'auteur atteint une rare maîtrise formelle.

Les grandes figures de la Négritude

Ari Gounongbe et Lilyan Kesteloot
Mamadou Ba, l'Harmattan, 2007

Fruit d'entretiens entre le psychothérapeute sénégalais Ari

Gounongbe et l'universitaire Lilyan Kesteloot, spécialiste des littératures africaines qui confie dans cet ouvrage son intime perception de Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire, Frantz Fanon, Cheikh Anta Diop et Amadou Hampâté Bâ.

L'enfant cadeau

Keita Kabouna et Fred Muller,
Belfond 2007

En 1951, à Kita, un village à cent cinquante kilomètres de Bamako, au

Mali, une mère donne son enfant en cadeau à une autre femme que la nature avait empêchée d'enfanter.

Le fardeau de la mondialisation en Afrique.

Développement économique et dette extérieure

Arco Zupi, l'Harmattan, 2009

Ce livre offre une analyse judicieuse des problématiques du développement, de l'inégalité, de l'écosystème, de la dette extérieure en Afrique.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Afrique du Nord

• **Sahara occidental**

Tension entre le Maroc et l'Espagne autour du cas d'Aminatou Haidar, militante pro-Polisario, interdite de retour à Laâyoune ;

• **Algérie-Egypte**

Le Caire exige des « excuses ou des dédommagements » pour renvoyer son ambassadeur en Algérie après les violents incidents de la qualification pour le Mondial 2010 ;

Afrique subsaharienne

• **Guinée**

Après la tentative d'assassinat de Moussa Dadis Camara par son aide de camp, la junte au pouvoir à Conakry a accusé la France d'être derrière une tentative de coup d'État ;

• **Nigeria**

Les spéculations se développent autour de la maladie du chef de l'État ; Umaru Yar'Adua est soigné depuis 2 semaines, à l'hôpital Roi-Fayçal, à Djeddah, pour une péricardite ;

• **Rwanda**

C'est Laurent Contini, actuellement ambassadeur de France au Zimbabwe, qui est nommé ambassadeur de France à Kigali ;

• **RDC**

Jean-Pierre Bemba jugé pour crimes contre l'humanité devant la CPI à La Haye, restera en prison, aucun des pays sollicités n'acceptant de l'accueillir ;

• **Madagascar**

Un accord à l'arraché sur le partage du pouvoir pendant la transition jusqu'au élections fin 2010, a été signé par les principaux partis politiques malgaches ; A. Rajoelina, pour le moment, le refuse.

5ème sommet des collectivités locales africaines

16-20 décembre 2009
à Marrakech (Maroc)

Sommet Africités

« Promouvoir le développement local durable et l'emploi pour contrer la crise »

Ce sommet qui regroupera les participants de près de soixante-dix villes africaines, des chefs d'État, des personnalités du monde socio-économique et politique international, se déroulera sur le thème : « La réponse des collectivités locales et régionales d'Afrique à la crise globale : promouvoir le développement local durable et l'emploi ».

Au-delà de ce thème, ce sont de véritables stratégies de gouvernance ainsi que les moyens de mise en œuvre qui seront élaborés par les participants.



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.